



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 14/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**REXEL FRANCE**

INOVEHA 13 BOULEVARD DU FORT DE VAUX  
75017 Paris

Références : 2025\_0205  
Code AIOT : 0006200095

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement REXEL FRANCE implanté 7 RUE ANDRE AMPERE PARC LOGISTIQUE NANCY NORD 54250 CHAMPIGNEULLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REXEL FRANCE
- 7 RUE ANDRE AMPERE PARC LOGISTIQUE NANCY NORD 54250 CHAMPIGNEULLES
- Code AIOT : 0006200095
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REXEL France est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1998-429 du 30 novembre 1998 à exploiter un entrepôt (1 cellule) dédié au stockage de produits électriques.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Matériels de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 08/08/2024, article 3	Astreinte	14 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de Défense Incendie	AP de Mise en Demeure du 08/08/2024, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas à ce jour l'arrêté préfectoral de mise en demeure, les travaux de remise en état de fonctionnement permanent du réseau d'extinction automatique n'ayant pas été réalisés dans le délai imparti. Des travaux très conséquents viennent toutefois d'être commandés, avec un délai de réalisation annoncé d'un an.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan de Défense Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/08/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sous 1 mois, l'exploitant respecte les dispositions du point 23 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en établissant son Plan de Défense Incendie.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son POI (Plan d'Opérations Internes) mis à jour. Le PDI (Plan de Défense Incendie) est inclus dans le POI comme le demande le point 23 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17. La fiche 2 page 5 du POI permet de retrouver toutes les informations demandées. Concernant "la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de

protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement", la fiche 9 liste les personnes constituant les EPI (équipes de première intervention) et les ESI (équipes de seconde intervention) sans justifier de leurs compétences. Suite à cette remarque, l'exploitant a présenté un fichier excel indiquant les dates de formation "lutte contre l'incendie (3,5h)" et "EPI". De nombreuses personnes n'ont pas été formées depuis 2021. La périodicité recommandée par l'INRS étant de 3 ans pour effectuer un recyclage et vu les travaux à venir, une campagne de formation semble nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Matériels de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 08/08/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

### Prescription contrôlée :

Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'Arrêté Préfectoral du 30/11/1998 susvisé : « Article 16.4 Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement. »

En particulier, l'exploitant effectuera les travaux nécessaires permettant d'assurer que les besoins hydrauliques avec RIA sont couverts et que les fuites récurrentes du réseau d'extinction automatiques sont traitées de manière globale et durable.

Il transmettra donc, sous ce même délai :

- l'analyse des courbes des moteurs B1 et B2, montrant que les besoins hydrauliques avec RIA sont couverts,
- les attestations de travaux prouvant la remise en état permanent de fonctionnement du réseau d'extinction automatique.

### Constats :

L'exploitant n'a pas effectué les travaux nécessaires permettant d'assurer que les besoins hydrauliques avec RIA sont couverts et que les fuites récurrentes du réseau d'extinction automatiques sont traitées de manière globale et durable, ni transmis les documents demandés, la mise en demeure n'est donc pas respectée.

Toutefois, il a mis à profit ces six mois pour faire réaliser un diagnostic de son installation et lancer un appel d'offre pour une remise en état globale en anticipant la révision trentenaire.

Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées :

- une offre commerciale ayant pour objet la révision trentenaire de la protection contre l'incendie par extincteurs automatiques à eau de type "sprinkleur", cette installation sera réalisée conformément à la règle APSAD R1 et les travaux seront réceptionnés par le CNPP suite à une visite de conformité et la délivrance du certificat de conformité N1 ;
- une convention de contrôle technique de la mise en conformité de l'installation d'extinction automatique à eau entrepôt logistique REXEL ;
- un contrat de coordination sécurité et de protection de la santé lors des travaux de mise en conformité de l'installation d'extinction automatique à eau entrepôt logistique REXEL ;
- un acte d'engagement "travaux de rénovation des postes et du réseau de sprinklage" ;
- un diagramme de gantt organisant la réalisation des travaux par tranches sur une période de 12 mois ;

- une fiche de suivi d'engagement financier et travaux signée le 20/02/2025 pour un montant total de près d'un million d'euros.

Les travaux n'ayant pas été réalisés, un arrêté préfectoral d'astreinte est proposé, avec un phasage permettant de s'assurer que l'avancement des travaux se déroulent conformément aux engagements de l'exploitant.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 14 mois